

# Ils ont dégusté nos paysans, et à présent ils forment les migrants au bio !

écrit par Christine Tasin | 10 juillet 2019



**Ils sont très forts. Et c'est d'une perversité sans nom.**

Ils ont réduit à quia et trop souvent même au suicide nos petits agriculteurs et éleveurs crevant de faim, travaillant comme des brutes 7 jours sur 7 toute leur vie, désespérés par la concurrence qu'ils osent appeler libre et non faussées, par les quotas, obligés d'utiliser les produits de Monsanto pour ne pas crever et supporter la concurrence, asséchant leurs terres... et en plus traités d'assassins par les gauchos et les vegans.

Résultat des courses : les jeunes ne veulent plus reprendre la ferme, ils laissent tomber. Plus personne ne veut apprendre le métier qui mène à la misère ou au suicide.

Mais pendant ce temps, ils font la promotion du bio, dans un monde qui nous inonde de maïs transgénique et de boeuf élevé aux hormones et aux antibiotiques... ajoutant aux inégalités de

naissance et d'éducation celles de la malbouffe et donc des maladies qui vont avec.

.  
Et là, patatras, quel hasard, ils se rendent compte que, pour le bio, il faut de multiples exploitations et plein de gros bras pas trop regardants, prêts à tout pour obtenir le visa, le statut de réfugiés et, pourquoi pas, la nationalité française.

## **Bingo ! Les clandestins tombent à pic !**

### **L'intégration de réfugiés en France avec les fermes agro-écologiques grosses demandeuses de main-d'œuvre**

Face à la croissance du marché des produits issus de l'agriculture biologique, le secteur est en demande de main-d'œuvre pour pouvoir répondre à la demande dans les années à venir. Une opportunité d'insertion pour des réfugiés, saisie par deux associations solidaires... Extrait du magazine "13h15 le samedi" du 6 juillet 2019.

L'idée est née de la collaboration de deux associations : le [Groupe SOS Solidarités](#), spécialisé dans l'entrepreneuriat social, et le réseau des [Fermes d'avenir](#), qui promeut la transition agro-écologique. Ensemble, elles ont dressé un double constat : d'un côté, la demande de produits bio augmente de 20% chaque année ; de l'autre, l'agriculture industrielle est à bout de souffle alors qu'un nouveau modèle émerge, basé notamment sur l'agro-écologie et la permaculture. Mais la production ne suit pas, avec comme principal obstacle le manque de main-d'œuvre qualifiée.

Le magazine "[13h15 le samedi](#)" (replay) s'est rendu à la ferme de la Croix Saint-Claude, une petite exploitation de deux hectares dans le département de l'Aisne, où Mogos Abraham, 38 ans, poursuit sa formation agricole. Ce réfugié érythréen a fui le régime militaire de son pays en passant par le Soudan, la Libye, l'Italie pour arriver en France il y a deux ans, où il a obtenu son statut de réfugié. Il est encadré par Jean-Michel Leducq, 61 ans, qui a rejoint le réseau des Fermes d'avenir pour tout repenser et produire bio : *"Avant, j'étais dans la culture industrielle que j'ai abandonnée après la réforme de la PAC en 1992... Et je suis revenu vingt après. Comme quoi, c'est une maladie qui ne passe pas..."*

**“Et nous, on a besoin d’eux, donc, tout va bien”**

L’unique champ de la ferme est cerné de cultures conventionnelles, mais le paysan veut jouer son rôle dans la transition agricole dont le marché est demandeur. D’où l’accueil de “compagnons”, comme Isabelle, en reconversion professionnelle, ou Mogos, engagé dans une démarche d’insertion. *“Pour tout ce qui est agro-écologique, qui demande beaucoup de main-d’œuvre, même sur mon petit morceau de terre dans une zone où il y a beaucoup de chômage, j’ai vécu le problème de ne pas avoir de main-d’œuvre”*, explique-t-il.

*“Ce sont des métiers quand même durs et assez peu rémunérateurs qui n’attirent pas la population française classique, précise l’agriculteur. En plus, c’est une manière de gérer les flux migratoires à venir. C’est une manière d’intégrer des gens qui ne peuvent plus vivre chez eux. Et nous, on a besoin d’eux, donc, tout va bien.”* Pour nourrir bio un tiers des Français dans dix ans, contre 5% aujourd’hui, il faudrait 25 000 nouvelles exploitations de petites surfaces d’ici à 2030, et environ 100 000 nouveaux paysans, alors que 50% des agriculteurs prendront leur retraite d’ici-là, selon Fermes d’avenir. Près de 43 000 personnes ont obtenu l’asile en France en 2017.

[https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/agriculture/video-l-integration-de-refugies-en-france-avec-les-fermes-agro-ecologiques-grosses-demandeuses-de-main-d-oeuvre\\_3524181.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/agriculture/video-l-integration-de-refugies-en-france-avec-les-fermes-agro-ecologiques-grosses-demandeuses-de-main-d-oeuvre_3524181.html)

.

Le hasard fait rudement bien les choses, vous ne trouvez pas ?

Tout cela ne tombe pas du ciel, tout cela est voulu, organisé, programmé, depuis des lustres, ourdi dans les bureaux de la Commission européenne depuis au moins les années 2000 (qu’on se rappelle le TCE de 2005 qui contenait exactement ce qui a été ratifié au Traité de Lisbonne) et déjà bien entamé par Maastricht dès 1992. **Ce qui suppose que nos têtes pensantes y songeaient déjà il y a fort longtemps. Et en effet, ils y pensaient depuis avant même la seconde guerre mondiale !**

Sans doute même depuis les premiers balbutiements de Monnet, ce traître à la patrie soudoyé par les Américains pour

construire une Europe politique et économique qui ferait disparaître les souverainetés nationales. L'Europe un immense marché commun, un espace sans nations... Le rêve de Jean Monnet. *La Faute de Jean Monnet* selon l'excellent petit livre de Chevènement sur le sujet.

Quant à Monnet, il est dépeint ni plus ni moins comme un ennemi de la Nation, par exemple : « (...) *l'idée de reconstruire l'Europe sur la base d'un marché commun était moins importante, dans l'esprit de Jean Monnet, que l'éradication des souverainetés nationales* ».

Ce même Monnet, qui, dès 1943, écrivait aux Américains à propos de De Gaulle : « *Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; qu'il est un ennemi de la construction européenne, qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français* »

C'est Monnet qui négocie avec les Américains un plan de reconstruction de la France très clair : *Dès 1943, ses projets pour l'Europe intègrent les exigences américaines concernant les suppressions des droits de douane et des contingentements européens, ainsi que la création d'une « unité économique commune ».* [Source wikipedia](#)

Monnet, marchand de cognac s'étant considérablement enrichi en vendant ses produits en contrebande pendant la guerre, Monnet banquier de Wall Street...

Dès [1950](#), des rapports signalent que l'[Allemagne](#) se relève beaucoup plus vite que la [France](#), certains craignent que les vaincus soient à nouveau tentés par une revanche. De plus, il faut définitivement intégrer l'Allemagne dans le camp occidental alors que la [guerre froide](#) débute et que le centre de l'Europe risque de devenir un espace d'instabilité et de guerre Est-Ouest. La France se doit de prendre l'initiative, de tendre la main à l'ennemi d'hier et de proposer de lier les destins des deux principaux pays de l'Europe continentale.

Jean Monnet travaille en secret sur un projet de mise en commun du [charbon](#) et de

l'[acier](#), principales sources d'une possible industrie de guerre. Au printemps [1950](#), il présente son projet à [Robert Schuman](#), qui s'assure de l'accord du chancelier allemand, [Konrad Adenauer](#), et fait le [9 mai 1950](#), une [déclaration solennelle](#) pour inviter tous les pays intéressés à poser « les premières bases concrètes d'une fédération européenne ».

Dans un discours de 1950, Jean Monnet dira :

*« La prospérité de notre communauté européenne est indissolublement liée au développement des échanges internationaux. Notre Communauté contribuera à régler les problèmes d'échange qui se posent dans le monde... Nous sommes déterminés à rechercher sans délais dans des conversations directes, les moyens de mettre en œuvre l'intention déclarée du gouvernement britannique d'établir l'association la plus étroite avec la Communauté. Nous sommes convaincus que nous pouvons envisager une collaboration étroite et fructueuse avec les États-Unis, qui depuis la proposition faite par Monsieur Schuman le [9 mai 1950](#), nous ont donné des preuves répétées de leur sympathie active... Mais, nous ne sommes qu'au début de l'effort que l'Europe doit accomplir pour connaître enfin l'unité, la prospérité et la paix. »*

– Monnet, 1950<sup>a</sup>

Le [traité de Paris](#) de [1951](#) entérine la création de la [Haute Autorité](#) qui s'inspire des agences fédérales américaines, l'Assemblée des Six, une Cour de Justice qui veille au respect du traité et un Conseil de ministres qui assure l'harmonisation des politiques des États membres. C'est la préfiguration d'une Fédération européenne. La [CECA](#) est créée et Jean Monnet devient, de [1952](#) à [1955](#), le premier président de la [Haute Autorité](#) ([Autorité Monnet](#)) de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ([CECA](#)), installée à [Luxembourg](#), le [10 août 1952](#). Dès [1953](#), le charbon et l'acier circulent librement en Europe.

Pour lui, cette "Europe des Six" est le seul moyen de lier l'[Allemagne](#) et la France et de désamorcer la renaissance d'une rivalité séculaire, en plaçant les productions de l'acier et du charbon, dans le cadre d'une délégation de souveraineté. Il veut aller plus loin toutefois, et envisage une armée nationale allemande<sup>[\[réf. nécessaire\]](#)</sup>, ce qui semble être un dangereux retour en arrière. Il propose finalement la création d'une armée européenne, présentée par [René Pleven](#) dans le cadre d'un Plan de

[Communauté européenne de défense](#) (CED). Un premier traité sera signé mais sous le [gouvernement Mendès France](#), le Parlement français le rejette néanmoins en [1954](#).

À la suite de cette première grave crise européenne, Jean Monnet démissionne de la Haute Autorité et fonde le [Comité d'action pour les États-Unis d'Europe](#) au [94 boulevard Flandrin \(16<sup>e</sup> arrondissement de Paris\)](#), pour poursuivre son activité en faveur de l'unité européenne à travers lui. Ce comité regroupe les forces syndicales et politiques des six pays et représente plus de dix millions de personnes. Il prône une fédération européenne et propose de placer le siège des institutions communautaires dans un « district fédéral » échappant aux souverainetés nationales. Jean Monnet l'anime jusqu'en 1975, et il travaille sur les projets de traité pour le Marché commun et d'[Euratom](#), qui privilégie une filière américaine d'approvisionnement contre l'indépendance nucléaire française<sup>8</sup>, projets qui aboutissent au [traité de Rome](#), le [25 mars 1957](#) et sur le projet d'élargissement de la Communauté au [Royaume-Uni](#).

Jean Monnet résume la philosophie de son projet européen dans la formule : « Nous ne coalisons pas les États, nous rassemblons les hommes. »

Lire l'ensemble de la fiche qui est consacrée à Monnet sur wikipedia pour comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés là et qui sont les différents organisateurs de ce suicide.

.

Suicide d'un peuple. Qui commence, forcément, par ce qui est vital pour nous, la nourriture. D'un côté les Chinois achètent à tour de bras nos terres arables, de l'autre, nos dirigeants installent des étrangers, majoritairement musulmans, à la tête des exploitations agricoles... le pouvoir absolu.